



Date : 20/10/2006

Savoir indigène, programmes de développement et rôles des bibliothèques

Joyce Bukirwa Nyumba

Maître de conférence/doctorant
École des bibliothèques
et des sciences de l'information de l'Afrique Orientale
Université de Makérére
jnyumba@easlis.mak.ac.ug

Traduit par : Souleymane Diouf
(Bibliothèque Centrale,
Université Cheikh Anta Diop, Sénégal)

Meeting:	116 Afrique
Simultaneous Interpretation:	Yes

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 72ND IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
20-24 August 2006, Seoul, Korea
<http://www.ifla.org/IV/ifla72/index.htm>

Résumé

Dans beaucoup de pays, les communautés ont eu des réserves de savoirs indigènes, lesquelles ont été transmises oralement d'une génération à l'autre consciemment ou inconsciemment. Ce savoir est exprimé sous différentes formes : narration, théâtre, conversations, rencontres, écriture, émissions de radio, art et culture, photographie et, récemment, courriel et Internet. Il peut être appliqué de manière utile à des projets de développement puisqu'il est considéré comme la base de l'auto-suffisance et de l'auto-détermination et qu'il fournit des solutions de rechange efficaces aux technologies occidentales. Cependant, le savoir indigène est négligé, compromis, mal géré et est difficilement accessible, parfois imprécis et ceux qui le détiennent ne veulent pas toujours le partager. On ne sait cependant pas jusqu'où les bibliothèques peuvent faciliter l'application du savoir indigène dans des entreprises de développement. Basé sur une revue de la documentation, l'observation et l'expérience personnelle en la matière, ce texte vise à faire des propositions aux bibliothèques pour qu'elles promeuvent l'application du savoir indigène dans de telles circonstances. Elles peuvent publiciser le savoir indigène, le documenter, en faire des collections numériques, en identifier les spécialistes, confirmer sa valeur et renforcer ses capacités de renouvellement.

Introduction

Dans beaucoup de pays, les communautés ont eu des banques de savoirs indigènes transmis oralement de génération en génération consciemment ou inconsciemment. Ce « corpus » s'exprime par différents canaux : narration, théâtre, conversations, rencontres, écriture, radio, art et culture, photographie et, récemment, courriel et Internet. On notera que l'humanité, dans son ensemble, a une base de tradition orale et que tout le savoir a sa source dans le savoir indigène (Raseroka, 2002 : 3). De plus, un tel savoir est créé et échangé quand les membres du groupe sont engagés et quand ils ont l'occasion, les moyens et les qualifications nécessaires pour le faire (INASP 2002). Quek et Eyzaguirre (2002) ont aussi constaté que peu de personnes en dehors des communautés locales sont conscientes d'un tel savoir tandis que les institutions officielles s'intéressent seulement au savoir qui mène vers les produits marchands, les technologies modernes et la recherche universitaire. Un certain nombre de questions apparaissent. Fait-on tout ce qui peut être fait pour utiliser le savoir indigène dans les programmes de développement? Jusqu'où les communautés ont-elles intégré le savoir indigène dans les mêmes circonstances? Le savoir indigène a besoin d'être mis à l'épreuve si l'on veut qu'il soit efficacement utilisé dans les projets de développement. Mais jusqu'à quel point les bibliothèques en ont-elles facilité l'application ?

Buts et objectifs

Basé sur une revue de la documentation, l'observation et l'expérience personnelle, ce présent texte vise à faire des propositions pour que les bibliothèques promeuvent l'application du savoir indigène dans les entreprises de développement. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Confirmer la nécessité du savoir indigène dans les projets de développement ;
- mettre en lumière les cas où on l'a utilisé;
- Identifier les défis qui affectent son application ;
- Faire des suggestions aux bibliothécaires afin qu'ils le mettent en valeur dans de tels contextes.

- **La nature du savoir indigène**

Les types de savoir indigène comprennent l'information, les technologies, les croyances, les outils, les matériaux, l'expérimentation, les ressources biologiques, les ressources humaines, l'éducation et la communication (Grenier, 1998). Le savoir indigène (SI) est le savoir que les personnes, dans une communauté, ont développé à travers le temps et qu'ils continuent de développer. Il est basé sur l'expérience, souvent de plusieurs siècles, adapté à la culture locale, à l'environnement, à la dynamique et au changement. Le savoir indigène appartient depuis longtemps au savoir expérimental local, aux pratiques médicales, à la guérison, à la pêche, à la cueillette, à l'agriculture, à la lutte, à l'éducation et à la conservation du milieu. Bref, le savoir indigène est un savoir local propre à une culture ou à une société (Warren, 1991 : 1).

Des hommes de lettres ont présenté le savoir indigène de différentes manières. En voici quelques aspects :

- Le savoir indigène n'est pas confiné aux groupes tribaux ou aux habitants originaires d'une aire géographique et il n'est pas exclusif aux populations rurales (IIRR, 1996)
- Il est fondé sur des idées, des expériences, des pratiques et des informations d'origine locale ou non, mais transformées par les populations locales et intégrées à leurs manières de vivre (Ina Hoi Fondation, 2002)
- Il est exprimé en langues locales (Langill, 2005)
- Il est difficilement transmissible à ceux qui ne partagent pas la langue, la tradition et la culture
- Il est constamment enrichi de nouvelles connaissances, car le système est holistique (Grenier, 1998)

De même, le savoir indigène peut être classé selon les dépositaires. Les plus âgés ont tendance à avoir des connaissances différentes des jeunes. Les femmes et les hommes, les fermiers, les commerçants, les lettrés, les illettrés, tous ont des savoirs qui diffèrent. Aussi peut-on catégoriser le savoir indigène comme suit :

- Le savoir commun : il est détenu par une majorité dans une communauté (exemple : chacun sait comment cuisiner le « matooke », l'alimentation de base des Baganda, une communauté ougandaise);
- Le savoir partagé : il est détenu par plusieurs, mais non par tous (les éleveurs de bétail ont une connaissance de base en production animale);
- Le savoir spécialisé : il est le fait des personnes qui ont eu une formation ou un apprentissage particulier (par exemple, peu de villageois deviendront guérisseurs, sages-femmes ou forgerons).

On pourrait donc dire que le type de connaissances acquises dépend de l'âge, du sexe, de l'enseignement, de la profession, de l'environnement, du statut socio-économique, de l'expérience, de l'histoire et de la division du travail au sein de la famille, de l'entreprise ou de la communauté. Cela a des implications importantes pour les entreprises de développement. Par exemple, si les enfants gardent les troupeaux, ils pourront, mieux que leurs pères, connaître la localisation des bons pâturages.

Connaissance indigène et connaissance occidentale

Il semble y avoir beaucoup de chevauchements entre la connaissance indigène et la connaissance occidentale. Cela rend difficile la distinction des deux concepts. Le savoir indigène tranche souvent avec le savoir « scientifique », « occidental », « international » ou « moderne ». Raseroka (2002 : 1) a comparé le savoir indigène avec les systèmes du savoir moderne transmis par le réseau international des universités, des instituts de recherche et des firmes privées. Puisque le savoir indigène change avec le temps, il est parfois difficile de dire si une technique ou une pratique est indigène, une importation ou un mélange d'apports locaux et étrangers. Cependant, il n'est pas important qu'une pratique soit indigène ou mixte dans le contexte d'un projet de développement. Ce qui importe, c'est qu'au lieu de chercher des technologies et des solutions foraines, on regarde d'abord à l'intérieur de la communauté, qu'on utilise le savoir le plus efficace d'où qu'il soit et qu'on fasse appel à ce qu'il y a de mieux.

Figure 1 : Distinctions courantes entre science internationale et connaissance indigène

(tableau)

Sources : Wolfe et al. (1992) et Berkes (1993)

Nécessité d'appliquer la connaissance indigène aux projets de développement

Il est nécessaire d'apprendre des communautés locales et d'enrichir ainsi le processus de développement (Banque Mondiale, 1998). Essentiellement, le savoir indigène influence le bien-être de la plupart des citoyens des pays en développement (Ngulube 2002 : 61). Environ 80 % de la population mondiale dépend du savoir indigène pour ses besoins médicaux et au moins la moitié en matière de récoltes (CSOPP, 2001). Les projets de développement ne peuvent fournir de solutions durables aux problèmes locaux sans l'utilisation du savoir indigène (Warren, 1991 : 2). Ignorer le savoir populaire c'est presque vouloir échouer (Brokensha et al, 1980 : 7-8). En fait, le savoir indigène est essentiel au développement local (Schenhoff, 1993 : 11) :

Il serait outrecuidant de dire que le savoir-faire nécessaire au développement du tiers monde devrait venir de l'occident, des universités, des sociétés multinationales, des banques internationales, des spécialistes étrangers et locaux, mais non du fermier ghanéen, du guérisseur botswanais ou de l'enseignant bolivien.

Grenier a aussi constaté que

beaucoup de temps et de ressources ont été gaspillés par les efforts de développement qui ont ignoré les techniques, les connaissances et les moyens locaux. Comparées à beaucoup de techniques modernes, les techniques traditionnelles ont été expérimentées, elles sont efficaces, moins chères, disponibles sur place et culturellement appropriées. Dans beaucoup de cas, elles sont fondées sur la conservation de la nature et s'inspirent des modèles et des processus de la nature même.

Le savoir indigène est considéré comme la base de l'autosuffisance et de l'autodétermination, car les gens sont familiers avec ses pratiques et ses technologies. Ils peuvent les comprendre, s'en servir et les entretenir plus aisément que celles d'origine extérieure. En outre, le savoir indigène est fondé sur les ressources locales. Les gens sont moins dépendants des produits étrangers, souvent coûteux, rares ou en rupture de stock.

Le savoir indigène constitue une solution de rechange efficace à la technologie occidentale. Il donne aux autochtones et aux responsables du développement des options supplémentaires dans la conception des projets. Au lieu de chercher des solutions dans les technologies occidentales seulement, ils peuvent choisir le savoir indigène ou combiner la technologie locale et occidentale. Les techniques et les pratiques indigènes sont souvent moins chères que les techniques importées. Elles dépendent des compétences et des matériaux locaux disponibles et coûtent moins cher. L'utilisation du savoir indigène est considérée comme la pierre angulaire qui peut garantir la survie des économies du monde en développement dans un contexte de rareté des ressources et de diminution du financement extérieur. (Ngulube, 2002 : 63)

Application du savoir indigène au développement

Makara (2002 : 45) constate que le savoir indigène inspire des stratégies de résolution de problèmes dans les communautés locales, spécialement pour les pauvres, et qu'il représente une contribution importante au développement international de la connaissance et qu'il est approprié au processus de développement. Cependant, Ngulube (2002 : 45) remarque que ce savoir, dérivé d'une observation attentive du milieu dans un contexte particulier, peut être appliqué à diverses situations. Warren et Ulluwishewa (1993 : 12) mentionnent que son utilité n'est pas confinée à la localité d'origine, mais qu'il est utile aux scientifiques de même qu'aux planificateurs de programmes de développement. En outre, il y a eu des tentatives de développer le savoir indigène et d'en faire usage aux niveaux national ou international. Beaucoup d'organisations en reconnaissent la valeur. En voici quelques-unes.

Tentatives de développement du savoir indigène

a) Royaume-Uni

En 2002, le ministère du Développement international du Royaume-Uni a commandité une étude sur l'utilisation des techniques de l'information et des communications par les

pays en développement (TIC) en vue de créer, d'adapter et d'échanger le savoir local.

Quatre objectifs ont été suggérés :

- 1 – encourager l'expression des connaissances locales;
- 2 – stimuler la création de contenus numériques et la communication;
- 3 – développer l'échange de contenus numériques et les systèmes de diffusion;
- 4 — renforcer les capacités locales de « synthèse et d'adaptation ».

Il est vrai que le développement de contenu est un préalable à l'utilisation du savoir indigène. Mais le programme s'est limité à ces objectifs et on n'a jamais élaboré de stratégies d'utilisation concrète.

b) Nigéria

Au Nigéria, grâce au programme « commencer là où sont les gens », on travaille avec les femmes des communautés rurales afin d'en arriver à comprendre les pratiques médicales, pour en appliquer les meilleures de même que les techniques les plus sûres. On y reconnaît le rôle de la médecine traditionnelle, spécialement là où elle est la seule en usage. On a tenté de la documenter, de même que ses compétences, et on a favorisé les liens entre le savoir local et savoir-faire médical reconnus en établissant un catalogue des traitements traditionnels pour les maladies courantes. Par exemple, on dit dans plusieurs villages nigériens que si quelqu'un marche sur des crachats, il aura un mal de gorge. Aussi, ce savoir traditionnel a-t-il servi de prétexte à une campagne de santé publique portant sur le fait que cracher dans les lieux publics n'est pas hygiénique. (Fantsuam 2002).

c) Ouganda

Des initiatives similaires de développement du savoir indigène ont été prises en Ouganda. Le Conseil national ougandais pour les sciences et la technologie (CNOT) met l'accent sur le patrimoine documentaire et la conservation de l'information. Il a mis le savoir indigène à son ordre du jour et a recommandé, en 1999, la formation d'un comité national du savoir indigène. Un conseil responsable du patrimoine documentaire et de la conservation de l'information a aussi été mis en place. Il convient de noter que le savoir indigène est mieux utilisé dans une langue vernaculaire. Aussi, un logiciel en luganda,

langue largement parlée en Ouganda, a-t-il été préparé et lancé en 2004. Il facilite l'accès au savoir indigène grâce aux NTIC. Cependant, de tels efforts sont encore limités et ne sont pas répercutés dans tout le pays. Il est nécessaire d'élaborer un contenu fondé sur les besoins d'information des communautés locales dans leur langue. Des organisations civiles ou privées ont aussi tenté d'enregistrer et de diffuser le savoir indigène au profit des populations. Les télécentres communautaires fournissent l'accès à la technologie de l'information et de la communication encouragent et promeuvent les ressources éducationnelles et le savoir local pour stimuler et renforcer les ressources locales en vue d'un développement durable. Leur objectif est de mettre sur pied des structures d'information pour les masses et de faire d'une communauté rurale une société de l'information. Une question demeure : quels sont les projets de développement ?

En Ouganda, des fermiers utilisent une stratégie locale pour combattre les termites et les fourmis plutôt que d'utiliser des techniques modernes chères et parfois indisponibles. Les termites sont, surtout au début de la croissance, les principaux destructeurs des récoltes et des arbres. Cependant, les fermiers ont découvert que les cendres ou une petite plante malodorante mélangée à de l'oignon et à de la paraffine ou à de l'huile usée les chassent. D'autres pesticides comprennent les urines. D'autres pratiques indigènes comme les régimes d'emblavage et de paillage ont contribué de manière significative à la sécurité alimentaire des ménages, à minimiser le risque de bas rendements et à limiter les parasites.

Les élèves d'une des écoles en Ouganda dansent revêtus de fibres sèches de banane. Ceci ne promeut pas seulement l'industrie du tourisme, mais c'est aussi éducatif parce qu'il permet aux apprenants d'apprécier et de faire usage de leur savoir local.

(photo)

Les fibres séchées des bananes sont aussi utilisées dans les travaux artistiques de décoration, pour les ceintures, les sacs, les paniers, les tables et les carpettes. Beaucoup de femmes gagnent leurs revenus dans ce créneau. Les populations locales se servent du savoir indigène pour traiter certaines maladies à l'aide de différentes herbes.

Au demeurant, les légumes de culture locale sont régulièrement utilisés comme plats complémentaires ou comme sauce d'accompagnement des aliments de base tels le maïs, le manioc, la patate douce, la banane, le mil, le sorgho ou l'igname. Alors que ceux-ci fournissent les calories nécessaires au corps, les légumes du terroir ont une valeur nutritive élevée. Les jardins familiaux sont fréquents chez les ménages moins aisés et ils constituent la principale ou la seule source d'alimentation entre les moissons ou bien quand elles sont épuisées (Rubaihayo, 2002)

Défis à l'application du savoir indigène

Un certain nombre de défis touchent l'utilisation du savoir indigène par les programmes de développement. Ceux-ci sont examinés ci-dessous :

Sous-estimation du savoir indigène

Les pratiques indigènes ne sont pas toujours impressionnantes et, malgré leur efficacité, elles peuvent facilement être sous-estimées. Ainsi, un système d'irrigation traditionnel constitué de canaux en argile et de tuyaux de bambou paraît moins imposant qu'un système importé de canaux nets, rigides, droits et cimentés. Néanmoins, le système local peut très bien amener l'eau aux champs. En fin de compte, il pourrait même mieux conserver l'eau que les caniveaux en ciment. Au Népal, on a montré que des systèmes d'irrigation des sols axés sur le savoir indigène ont donné des rendements agricoles supérieurs à ceux des systèmes des agences gouvernementales (Development Finance Monitor, 1993). Le savoir indigène est souvent sous-estimé parce qu'il semble être « inorganisé » et n'est pas convaincant pour les étrangers. Si les populations, en certains endroits, ne désherbent pas leurs parcelles afin de limiter l'érosion, un étranger pourrait supposer que personne ne s'occupe des champs.

Savoir indigène menacé

« *Quand un sage meurt, une bibliothèque entière disparaît* » dit un vieux proverbe anglais, lequel peut s'appliquer au savoir indigène étant donné qu'il n'est pas toujours

archivé et qu'on le transmet oralement d'une génération à l'autre. Grenier (1998) a constaté que le savoir indigène est conservé dans la mémoire collective et qu'il est révélé à travers les contes, les chants, le folklore, les croyances, les rituels, les lois communautaires, la langue locale et la taxonomie, les pratiques agricoles, les équipements, les matériaux, les espèces de plantes et d'animaux. Il est communiqué oralement à l'aide d'exemples spécifiques et à travers la culture.

Les systèmes de savoir indigène à travers le monde, particulièrement dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine courent le risque d'extinction. Il est menacé par la modernisation, l'urbanisation et la mondialisation (Chisenga, 2002 : 95). Quek et Eyzaguirre (2002) ont remarqué que, étant donné la négligence passée et le rythme rapide du changement social et culturel, il n'est pas surprenant que ce savoir d'une valeur inestimable disparaisse à vive allure. En outre, le peu de savoir indigène enregistré conduit à son extinction. Peu d'enregistrements ont été faits. Le savoir indigène est souvent transmis oralement plutôt que par écrit. Cela le rend vulnérable au changement rapide, particulièrement quand les personnes sont déplacées, sont mortes de famine ou de guerre, ou quand les jeunes générations acquièrent des valeurs et des styles de vie différents de ceux de leurs ancêtres. Selon Warren (1992), l'avenir du savoir indigène, reflet de l'expérience de nombreuses générations et de multiples groupes ethniques, est incertain. Il est évident que s'il n'est pas consigné et conservé, il se perdra et ne pourra pas servir aux systèmes indigènes ni aux acteurs du développement (Ngulubé 2002).

L'expérience montre qu'une part du savoir indigène est perdue naturellement puisque les techniques et les outils changent et ne sont plus employés. Les processus de développement et les changements de population, comme les migrations, ont accéléré cette perte et en compromette la survie. Des processus de développement menacent le savoir indigène : des plans de relocalisation des gouvernements, des grands projets comme les barrages. En plus, il y a les limitations de la capacité locale et la manière de mettre en application le programme international. Même dans les zones périphériques, les pays qui appliquent le programme international ou étranger sont beaucoup plus puissants que les responsables locaux. On voit cela dans les émissions de télévision, en publicité, dans l'importance accordée aux marques internationales, dans les classes soumises à des

programmes scolaires et à des examens étrangers, à l'usage des langues étrangères dans les écoles et les universités et le statut inférieur des langues locales sur l'Internet, dans la recherche, dans la dissémination de l'information scientifique et par la dépendance à l'égard de l'assistance technique étrangère. À quelques exceptions près (téléphone villageois et radio communautaire), la plupart des contenus et canaux de communication officiels des pays en développement, Ouganda compris, facilitent la diffusion de contenus externes dans les communautés (Ballantyne, 2002). Cet accès accru à la connaissance des autres peuples accélère la disparition du savoir indigène et, par là, son inutilisation dans les programmes de développement.

Le savoir indigène est mal géré

Les rôles des créateurs et des conservateurs de l'information ne sont pas les mêmes. La Commission européenne sur la conservation et l'accès (2002) souligne que ceux qui ont créé des œuvres (savoir indigènes) n'ont pas intérêt à leur conservation et que ceux qui les conservent n'ont pas d'influence sur leur création.

Deuxièmement, les professionnels des bibliothèques et des sciences de l'information n'ont pas été au premier rang à titre de gestionnaire du savoir local, malgré le fait qu'il devient une importante ressource dans la planification et la gestion des programmes de développement durable. Le modèle dominant de gestion de l'information était fondé sur l'acquisition, l'organisation et la préservation de la connaissance enregistrée et codifiée, produit en grande partie par les chercheurs, les laboratoires, les stations de recherche et les universités. Un tel modèle néglige peu ou prou le savoir-faire indigène informel logé dans la mémoire collective locale (Ngulube, 2002 : 61-62). Comme il est mal géré, il est difficile de l'intégrer aux programmes de développement. Ngulube (2002 : 63) a résumé les principaux défis de la gestion et de la préservation du savoir local, c'est-à-dire méthodologie, accès, propriété intellectuelle, médias et format de conservation. Souligner le problème pose aussi la question de l'usage ou non du paradigme occidental de la conservation du savoir local.

Par ailleurs, la collecte de l'information locale est laborieuse, prend du temps et est coûteuse (Lawas et Luning, 1996). Ainsi, en raison d'une gestion inadéquate, une grande

partie du savoir indigène accumulé par les fonctionnaires coloniaux et les missionnaires ne peut pas être localisé dans les archives africaines (Ngulube, 2002 : 64).

Accès limité au savoir indigène

L'accès à l'information locale accumulée est très limité, en raison de la faiblesse de l'indexation et des résumés (Warren et McKiernan, 1995 : 426). Cela explique en partie la sous-utilisation du savoir local dans les entreprises de développement (Mathias, 1996 : 17). De plus, les failles du marchéage peuvent aussi être en cause. (Ngulube, 2002 : 65). Bref, si on ne peut repérer le savoir local, on ne l'utilisera pas le moment venu.

Manque de volonté et partage du savoir local

Certains autochtones ne veulent pas partager leur savoir-faire. Mais des connaissances d'ordre général sont à la portée de tous, tant des autochtones que des étrangers. Des personnes ordinaires sont généralement heureuses de partager leur savoir. Cependant les guérisseurs traditionnels et les herboristes ne le veulent pas et cachent la possibilité d'accéder aux sources d'information surnaturelle pour guérir des maladies aussi bien que pour résoudre les problèmes sociaux, politiques et économiques. Doubleday (1993) a observé :

Le savoir est pouvoir. Aussi, les individus ne sont pas toujours disposés à le partager entre eux ou avec les étrangers. Le savoir est source de statut et de revenus (qu'on pense aux herboristes) et on le protège. D'autre part, des autochtones craignent que leur savoir soit mal utilisé et, n'ayant pas la capacité d'empêcher les abus, ils choisissent de se taire.

Traiter de tels problèmes et de propriété intellectuelle suppose donc que l'on prenne beaucoup de précautions pour ne pas spolier les créateurs de contenus (Fantsuam, 2002).

Le savoir local peut manquer de précision

Comme les autres systèmes de connaissance, le savoir local a ses limites et ses faiblesses. Il ne peut pas être approprié et précis dans toutes les occasions. Aussi peut-il être imprudent d'assimiler le savoir traditionnel à une bonne et durable pratique. Les autochtones ont parfois mal géré leurs ressources. Selon Gadgil et al. (1993), les chasseurs nomades et les cueilleurs qui n'ont pas de base de ressources et peuvent ne pas avoir d'éthique de conservation. Certaines pratiques locales sont moins efficaces que les

technologies modernes. L'expérimentation autochtone peut être pauvrement conçue, incomplète ou incorrecte (McCorkle 1989, cité dans Wickham 1993).

Propriété intellectuelle

Grenier (1998) a observé qu'il y a politisation des groupes autochtones et des mouvements de leurs droits. Beaucoup d'autochtones exigent le droit d'être entendus au cours des processus de développement. Ils exigent une reconnaissance officielle. Cependant, on se demande toujours comment un pays peut limiter l'accès à son savoir local et, s'il est accordé, comment on peut le protéger et comment la loi et l'État peuvent assurer un partage équitable des profits sur les produits dérivés et leur versement aux communautés locales

Conclusion

Malgré une documentation limitée, les gens parviennent à transmettre leur savoir d'une génération à l'autre de même que leur sagesse. Le savoir-faire social et technique est partagé et utilisé par les communautés et transmis aux enfants. S'il y a développement, on ne peut ignorer le savoir indigène. Nul promoteur de développement ne peut ignorer le savoir existant. Malgré les défis mentionnés plus haut, le savoir indigène peut toujours être mis à contribution. Les bibliothèques peuvent adopter les mesures suivantes pour favoriser une telle possibilité.

Recommandations

Susciter une prise de conscience

Il est nécessaire de conscientiser la communauté à la valeur de son savoir accumulé. Ceci peut se faire par l'enregistrement et le partage des expériences réussies, par le chant, les dessins, les jeux de marionnettes, les contes, le théâtre, les vidéos et les autres moyens de communication traditionnels ou modernes. Les bibliothèques villageoises peuvent aller au-delà en proposant et en organisant des activités qui permettront aux autochtones de se rencontrer et de partager leur savoir-faire. Des campagnes de sensibilisation sur ce savoir

et sur les questions de propriété intellectuelle doivent être mises en branle. Tous les intéressés, y compris les autochtones, les praticiens du savoir indigène, les décideurs, les bibliothécaires et documentalistes doivent être partants. Une atmosphère détendue et favorable doit être créée pour faciliter le partage du savoir indigène.

Documentation

Les bibliothèques doivent enregistrer et noter le savoir indigène. Puisqu'il est essentiel au développement, il doit être rassemblé, organisé et diffusé de manière systématique comme le savoir occidental (Agrawal, 1995 : 3; Gonzalez, 1995 : 5; Warren et al., 1993 : 3). On devrait aider les villageois à enregistrer et à documenter leur savoir. On pourrait alors parler de banques de données communautaires ou de bibliothèques du savoir indigène. Il est important que les communautés décrivent leur savoir, lui accordent l'importance qu'il mérite, et qu'elles soient investies du pouvoir de maintenir et d'utiliser ce savoir. Les banques de données élaborées comprendront le savoir local et ses adaptations (Ballantyne 2002). Ce savoir enregistré pourra plus tard être diffusé dans des bulletins, des livres, des vidéos, des journaux, par le téléphone, l'Internet et autres moyens traditionnels ou modernes de communication comme l'art, le théâtre et la musique. Des formes d'archivage local peuvent être encouragées. Il est aussi important que le savoir indigène soit mis à disposition. Si tel est le cas, son exactitude devra d'abord être garantie par un spécialiste afin d'éviter les accidents. Des systèmes de stockage et de repérage doivent être élaborés. La description bibliographique courante peut ne pas convenir au savoir indigène. Un système idoine est conçu par Andemichael, Magara et Nyumba (2003) pour la musique locale en Érythrée. De tels systèmes faciliteraient le stockage et le repérage du savoir local et, en conséquence, son utilisation.

Les bibliothèques numériques

Tout en améliorant la documentation du savoir indigène, des bibliothèques numériques fondées sur le savoir indigène pourraient aussi être développées. Celles-ci constituent un bon support de la culture locale et rendent l'information disponible de manière aisée. Elles donnent des collections multimédias cohérentes et flexibles, consultables et

navigables de multiples façons et permettent une participation active des autochtones dans la conservation et la diffusion de leur propre culture (Witten et Bainbridge, 2003).

La gestion et la conservation du savoir indigène faciliteront son utilisation dans les programmes de développement, contribueront à réduire la pauvreté, à accroître l'équité, à réduire la dégradation de l'environnement, à encourager la participation locale et, donc, le développement durable. Les bibliothèques doivent concevoir des stratégies pour rendre accessibles l'information et la documentation idoine

- En préparant des banques de données du savoir indigène (inventaires et enregistrements) et en tenant compte de la propriété intellectuelle;
- En mettant le savoir indigène à la disposition de la communauté par des moyens de stratégies marketing;
- En élaborant des politiques de développement de collections du savoir indigène et en évaluant les options de stockage et de conservation;
- En développant des outils normalisés d'indexation et de catalogage des systèmes de savoir indigène;
- En établissant des bibliographies de ressources de savoir indigène

Spécialistes du savoir indigène

En outre, il est nécessaire d'identifier les spécialistes indigènes. Ces spécialistes sont les villageois qui ont des compétences spéciales ou un savoir-faire dans un ou plusieurs domaines ou qui pratiquent une profession (par exemple, les guérisseurs). D'autres personnes à repérer comprennent les décideurs, les innovateurs, les dirigeants politiques, lesquels influencent, d'une manière ou d'une autre, la gestion et l'application du savoir indigène dans les programmes de développement. Les banques de données de telles personnes devraient être maintenues pour permettre un accès et un partage facile au cas où leur savoir serait requis.

Confirmer la valeur du savoir indigène

En collaboration avec les responsables du développement, les bibliothèques devraient mettre sur pied des mesures d'évaluation de chaque type de savoir indigène – pratiques, technologie, structures d'organisation, ressources humaines, etc. Les critères pourraient

en être l'efficacité, la rentabilité, la disponibilité, l'intelligibilité, la convenance culturelle, l'impact sur les groupes, sur l'équilibre environnemental, les contraintes et les moyens de les surmonter. De tels critères aideraient à établir la valeur du savoir indigène et sa facilité d'application à des programmes de développement.

Pour accroître la valeur économique du savoir indigène, il est nécessaire de reconnaître le contexte dans lequel il s'est développé. Des normes doivent être élaborées qui tiennent compte de sa nature particulière. Les bibliothèques et toutes les parties concernées doivent aussi établir les critères et les normes par lesquelles les autochtones reconnaissent un savoir indigène. Bien que cela puisse être difficile, il est important de voir ce que les gens valorisent le plus dans un créneau spécifique, pourquoi ils le choisissent, ce qu'ils y trouvent, ses forces et ses faiblesses, ce qu'ils pensent qu'il adviendrait si le savoir indigène n'existait pas et quelles particularités les gens recherchent quand ils expérimentent une technique. D'où la nécessité d'étudier l'opinion des gens. C'est seulement si nous combinons à la fois l'évaluation des spécialistes et des étrangers que nous pourrions comprendre la valeur et l'utilité du savoir indigène dans le développement.

Renforcement des aptitudes

Il est nécessaire de développer des capacités appropriées par la formation de spécialistes du savoir indigène qu'on emploiera dans les entreprises de développement, mais qui s'y connaîtront en enregistrement, en stockage, en dissémination et ajustement du savoir indigène aux projets de développement. Les bibliothécaires devraient être sensibilisés aux contextes locaux, être alertes face aux besoins des autochtones, pouvoir mesurer la valeur du savoir indigène et savoir en tenir compte. Ceci correspond à une recommandation antérieure de Magara et Nyumba (2002), lesquels justifiaient le besoin d'entraîner les étudiants en bibliothéconomie et sciences de l'information en formation pratique afin de parfaire leurs habiletés.

En somme, les bibliothécaires devraient s'assurer que les pays en développement participent activement à la société de l'information plutôt que de l'observer de l'extérieur. Tous les efforts devraient être faits pour s'assurer que le savoir indigène est maîtrisé, documenté, stocké, rendu accessible et partagé pour qu'il puisse effectivement

s'appliquer à des programmes de développement. Les bibliothèques peuvent aller loin en assurant que cela est fait.

References

1. Agrawal, A. (1995). Indigenous and scientific knowledge: some critical comments. . *Indigenous Knowledge and Development Monitor*, 3(3), 3-6.
2. Andemichael, Yohannes Abraha; Magara, Elisam and Nyumba, Joyce Bukirwa. 2003. Design of an Indigenous Music Information Storage and Retrieval System: Lessons for Eritrea. *Indilinga: African Journal of Indigenous Knowledge Systems*, 2 available at <http://www.inasp.info/ajol/journals/indilinga/vol2abs.html#8>
3. Ballantyne, P. (2002). Collecting and propagating local development content. . *INASP Newsletter* (20), 3-4.
4. Brokesha, D., warrante, D. & Werner, O (Ed.). (1980). *Indigenous knowledge systems and development*. Lanham: University Press of America.
5. Chisenga, J. (2002). *Indigenous knowledge: Africa's opportunity to contribute to global information content*. Paper presented at the 15th Standing Conference of Eastern, Central and Southern African Library and Information Associations. 15-19 April 2002
6. Civil Society Organisations and participation Programme (CSOPP). (2001). *Conserving indigenous knowledge: integrating new systems of integration*: UNDP.
7. DFM. (1993). In Recording and using indigenous knowledge: what is indigenous knowledge? Retrieved 23/11/2001, from <http://www.panasia.org.sg/iirr/ikmanual/ik.htm>
8. Doubleday, N.C. 1993. Finding common ground: natural law and collective wisdom. In Inglis, J., ed., *Traditional ecological knowledge: concepts and cases*. International Program on Traditional Ecological Knowledge; International Development Research Centre, Ottawa, ON, Canada. pp. 41–53.
9. European Commission on Preservation and Access. (2002). Preservation of the digital heritage. [Discussion paper for UNESCO February 2002 : 1-8].
10. Fantsuam, J. D. (2002). Starting where the people are. *INASP Newsletter* 13.
11. Gadgil, M.; Berkes, F.; Folke, C. 1993. Indigenous knowledge for biodiversity conservation. *Ambio*, 22 (2–3), 151–156.

12. Gonzalez, R. M. (1995). KBS, GIS and documenting indigenous knowledge. . *Indigenous Knowledge and Development Monitor*, 3(1), 5-7.
13. Grenier, L. (1998). *Working with indigenous knowledge: a guide for researchers*. Retrieved 13/04/2006, forme <http://www.idrc.ca/openebooks/>.
14. Ina Hoi Riwa Foundation. 2002. In Chisenga 2002
15. International Institute of Rural Reconstruction (IIRR). (1996). *Recording and using Indigenous knowledge: a manual*. Silang,Cavite, Philipines: IIRR.
16. INASP (Ed.). (2002). *Creating and communicating local development content*.
17. Magara, Elisam and Nyumba, Joyce Bukirwa. 2002. Information Manpower Capacity Building for Decentralization in Uganda through Industrial Training, IFLA Journal, 28(1) : 31-37

18. Makara, M. (2002). *Management of indigenous knowledge in Lesotho: prospects and challenges for information professionals*. Paper presented at the 15th Standing Conference of Eastern, Central and Southern African Library and Information Associations. 15-19 April 2002
19. Langill, S. (2005). Introduction to Indigenous knowledge. Retrieved 7th February 2005, 2005, forme <http://www.agroforestry.net/overstory/overstory82.html>
20. Lawas, C. M., & Luning, H. A. (1996). Farmers' knowledge and GIS. *Indigenous Knowledge and Development Monitor*, 4.
21. Mathias, E. (1996). Framework for enhancing the use of indigenous knowledge. *Indigenous Knowledge and Development Monitor*, 3(2), 17-18.
22. McCorkle, C.A. 1989. Towards a knowledge of local knowledge and its importance for agriculture RD&E. *Agriculture and Human Values*, 6 (3), 4–11.
23. Ngulube, Patrick. 2002. *Strategies for managing and preserving indigenous knowledge in the knowledge management era*. Proceedings of the 15th Standing Conference of Eastern, Central and Southern African Library and Information Associations. 15-19 April 2002. 61-69
24. Quek, P. a. E., Pablo. (2002). Using ICTs to collect and propagate local biodiversity content: a synopsis of ICT projects in Kenya, Malaysia, Nepal and Yunnan. *INASP Newsletter* 20.
25. Raseroka, H. Kay. (2002). *From Africa to the world-the globalisation of indigenous knowledge systems: setting the scene*. Proceedings of the 15th Standing Conference of

- Eastern, Central and Southern African Library and Information Associations. 15-19 April 2002. 1-12
26. Recording and using indigenous knowledge: what is indigenous knowledge? Retrieved 23/11/2001, from <http://www.panasia.org.sg/iirr/ikmanual/ik.htm>
27. Rubaihayo, E. B (2002). The contribution of indigenous vegetables to household food security. *IK Notes*. 44 h 1 min -4
28. Schoenhoff, D. M. (1993). *The barefoot expert: the interface of computerized knowledge systems and indigenous knowledge systems*. . Westport, CT: Greenwood Press.
29. Warren, D. M. (1991). *Using indigenous knowledge in agricultural development*. *World bank Discussion paper*. Washington, DC : World Bank.
30. Warren, D M. 1992. *Indigenous knowledge, biodiversity conservation and development*. Keynote address at the International Conference on Conservation of Biodiversity in Africa: Local initiatives and institutional roles. Nairobi, Kenya, 30 August-3 September
31. Warren, D. M., & McKiernan, G. (1995). CIKARD: a global approach to documenting indigenous knowledge for development. In D. M. Warren, L. J. Slikkerveer & D. Brokensha (Eds.), *The cultural dimension of development : indigenous knowledge systems* (pp. 426-434). London : Intermediate Technology Publications.
32. Warren, D. M., Von Liebenstein, G. W., & Slikkerveer, L. (1993). Networking for indigenous knowledge. *Indigenous Knowledge and Development Monitor*, 1(1), 2-4.
33. Wickham, T.W. 1993. *Farmers ain't no fools: exploring the role of participatory rural appraisal to access indigenous knowledge and enhance sustainable development research and planning. A case study of Dusun*
34. Witten, I. H., & Bainbridge, D. (2003). *How to build a digital Library*. . Amsterdam : Morgan Kaufmann Publishers.
35. Wolfe, J.; Bechard, C.; Cizek, P.; Cole, D. 1992. Indigenous and Western knowledge and resource management systems. University of Guelph, Guelph, ON, Canada. Rural Reportings, Native Canadian Issues Series, No.1.
36. World Bank. (1998). *World Development Report*. Washington, DC : World Bank.

Traducteur :

Souleymane DIOUF

Bibliothécaire

Service des acquisitions et du développement des collections

Bibliothèque centrale

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

SÉNÉGAL

Tél : (221) 824 69 81

dioufsouleymane@hotmail.com